

● Education

# Quand les élèves gouvernent, l'école va mieux

Ils vont en guerre contre l'absentéisme scolaire, l'insécurité. Ils interpellent leurs parents, l'administration. Et obtiennent de bons résultats. Au Mali, le succès des écoles gouvernées par les enfants ne se dément pas. Seule ombre au tableau : leur nombre encore limité.

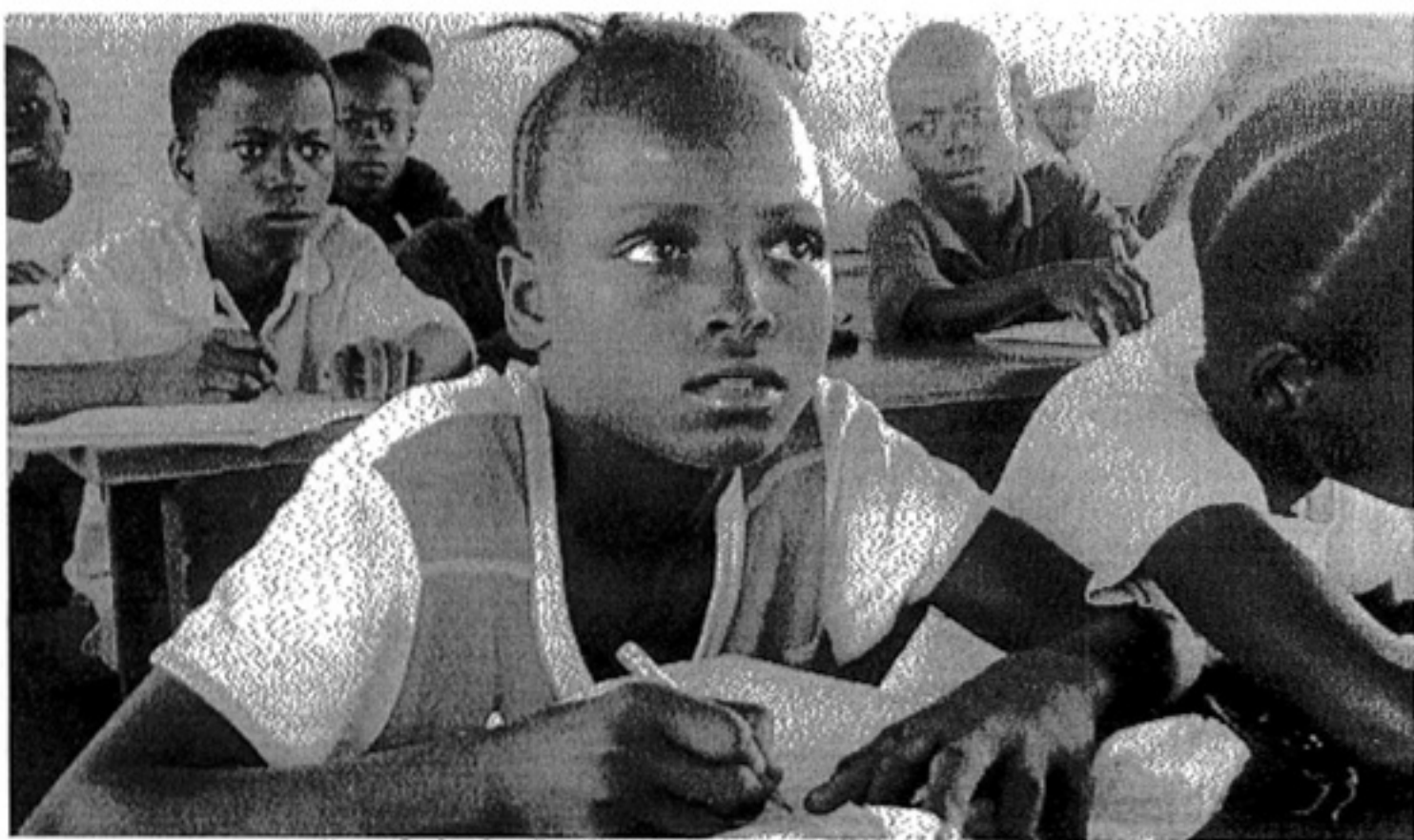
Cinq filles et quatre garçons délibèrent gravement dans une salle de classe. Ce sont les ministres du «Gouvernement des enfants» de l'école fondamentale de Sangafara, un village de la région de Kayes, à 640 km de Bamako. Ils ont été élus par leurs camarades pour résoudre les problèmes de l'école. Au cours de ce conseil hebdomadaire des ministres, le chargé de la Discipline fait le point. Les élèves se bagarrent moins, les amendes se font rares : la paix règne. Le ministre de l'Environnement s'inquiète du retard pris par la Mairie pour clôturer l'école et empêcher la divagation des animaux dans la cour. «Le problème d'eau potable n'a pas été résolu non plus», explique le ministre de l'Assainissement. Son collègue de la Santé informe le conseil qu'il s'est déplacé, il y a deux semaines, pour rencontrer l'équipe médicale et négocier la vaccination des élèves retardataires.

Une adolescente au regard vif dirige les débats. Elle a seulement 13 ans, mais tient à ce qu'on l'appelle Madame. Elle est le Premier ministre. Mariam Diarra, élève du CM2, prend sa mission très au sérieux «Je suis fière de ce que je fais. Nous aidons les maîtres et nos parents. Mes camarades m'écoutent et nous sommes respectés aussi bien à l'école qu'au village», explique-t-elle.

**Retards, insultes, bagarres = amendes**

L'école de Sangafara s'est dotée d'un gouvernement des enfants, il y a seulement un an. Mais que de choses réalisées depuis : une cantine, des rampes d'accès aux salles de classe pour les jeunes handicapés, un terrain de jeu et des équipements de sport. L'autodiscipline est désormais de rigueur : les retards, insultes, bagarres dans la cour, sanctionnés par une amende de 250 FCfa (0,38 euro), ont quasiment cessé, à la grande satisfaction du corps enseignant.

«La création du gouvernement a permis aux enfants, à



La scolarisation des filles : un défi pour les autorités maliennes

l'école, de promouvoir la propreté et l'hygiène des enfants et leur assisité», reconnaît Abou-Bacr Koité, le directeur de l'école. Le «gouvernement» interdit la vente d'aliments dans la cour de l'école. Il veille à la propreté du goûter vendu dehors aux élèves. La traversée de l'enceinte scolaire par les engins motorisés, l'accès des armes, etc. sont strictement interdits. Un accent particulier est mis sur l'hygiène. La cour de l'école est balayée et les toilettes régulièrement nettoyées par les garçons et les filles sans distinction. Les garçons sales se font laver par les filles en guise de punition. Et vice versa. Les grands assurent la protection des tout-petits, aussi bien à l'école qu'au village. Les meilleurs élèves encadrent et soutiennent leurs camarades en difficulté.

Cette nouvelle approche de la gestion de l'école malienne bé-

néficie du soutien de l'Unicef (Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance). Le programme «Gouvernement des enfants» a été lancé à la rentrée 2002. Son but ? Donner aux enfants le goût de l'école et aux parents un «espace sécurisé» pour les filles, et améliorer le taux de scolarisation... L'école d'ordinaire ne traite pas de façon équitable les garçons et les filles. Les premiers sont responsables de classe tandis que les secondes exécutent les corvées de nettoyage et de balayage. Une discrimination que ne tolère pas le Gouvernement des enfants. «On permet aux enfants de s'exprimer, de participer à la gestion des problèmes de l'école et de trouver des solutions. C'est aussi un outil pédagogique qui vise à donner un visage plus attractif à l'espace scolaire pour que les parents aient envie d'y envoyer leurs enfants, surtout

les filles», explique Frances Turner, la représentante résidente de l'Unicef au Mali.

**Parents et enseignants enthousiastes**

L'initiative suscite l'enthousiasme des enfants, des professeurs et des parents. Aujourd'hui 350 écoles des régions de Kayes, Ségou et Mopti prennent part à l'opération. «Nous avons été saisis par le Gouvernement des enfants pour faire la clôture de l'école, la fermeture des toilettes et de la cuisine. Cela signifie que les élèves s'intéressent à leur école et qu'ils pourront donc bien entretenir ce que nous allons faire», explique Bourama Kanté, un parent d'élève. Ce solide sexagénaire constate que ses enfants se montrent plus responsables dans l'accomplissement des tâches quotidiennes à la maison. Le directeur de l'école de Sangafara note avec satisfaction : «Ce que les responsables communau-

taires n'avaient pas l'habitude de faire, ils le font désormais. Les enfants les y poussent». Les enfants sont arrivés à faire changer l'image de l'école au niveau de la communauté.

Y a-t-il un lien entre cette prise de conscience et l'augmentation du taux de scolarisation ? Pour Patrick Bogino, administrateur du «Programme éducation pour la vie» de l'Unicef, certainement, les taux d'absentéisme et d'abandon scolaire ayant diminué. Mieux les écoles concernées ont toutes amélioré leur taux de recrutement au point que des problèmes de places se posent.

L'Etat malien, réticent au lancement de l'initiative, est actuellement acquis à la cause. La généralisation du Gouvernement des enfants à l'ensemble des écoles fondamentales, au nombre de 7000, est prévue d'ici 2007.

Fousséni Traoré

SPORT

● J.O. d'Athènes 2004

Mali - Cameroun

## La qualification au bout des pieds

Pendant que les maliens voyaient leurs espoirs s'envoler pour la qualification aux Jeux olympiques d'Athènes après la défaite des Aigles B à Abidjan, les congolais ont relancé les débats (pour le moment). La qualification des Aigles B se trouve au bout de leurs pieds.

Au lendemain du tirage au sort des éliminatoires des «Jeux olympiques d'Athènes 2004», nous avons souligné dans nos colonnes que le coup était jouable pour les Aigles B. Mais dès l'instant qu'il s'agit d'une course de fond, il fallait gagner les matchs à domicile, et négocier des nuls à l'extérieur. Mais avec un encadrement technique très limité, sans expérience, il fallait s'attendre à la situation dans laquelle nous nous sommes retrouvés à l'issue de la 5e journée. Malgré l'engagement, la bonne foi et la détermination des deux entraîneurs Cheick O. Koné et Moussa

Bah, leur inexpérience a été un grand handicap. Qu'est-ce qu'ils peuvent faire les mains vides parce que l'équipe espoir malienne n'a bénéficié d'aucune préparation durant ces éliminatoires. En plus de cela l'encadrement technique n'a pas pu avoir sous la main les joueurs expatriés dont il a besoin. Ce qui a fait que les Aigles B ont toujours gagné sans convaincre. Pourquoi attendre la dernière journée pour renforcer l'équipe par des Aigles ? (En l'occurrence Mahamadou Diarra dit Djilla et Mohamed Lamine Sissoko), alors que la qualification des nôtres devrait se jouer à Abidjan. Finalement

le temps est en train de démontrer que l'échec du football malien est lié à l'incapacité, à l'incapacité et au manque d'initiatives de certains dirigeants, plutôt préoccupés par leurs intérêts que ceux de la nation.

A l'issue de la 5e journée les Aigles B ont été incapables de faire les premiers pas de la qualification. Ils ont été battus 2 buts à 1 par une équipe ivoirienne constituée de joueurs locaux. L'encadrement technique a monté une formation qui était en déphasage avec nos aspirations. Après une mauvaise première mi-temps, les nôtres se sont réveillés en seconde période, mais cela n'a pas suffi. Le lendemain, les congolais ont redressé la barre pour les Aigles B. Ils ont reporté la qualification au 28 mars prochain à Bamako, en arrachant le nul à Yaoundé devant une

équipe camerounaise méconnaissable. Aujourd'hui les données sont très claires dans le groupe B composé du Mali, du Cameroun de la République démocratique du Congo et de la Côte d'Ivoire. Les camerounais ont onze points et un goal différentiel de plus sept, les nôtres ont neuf points, plus cinq.

La conclusion est que la qualification se jouera entre les Aigles B et les Lions indomptables du Cameroun. Une victoire (quel que soit le score) qualifiera les protégés de Cheick O. Koné, pendant que leur adversaire ne cherchera qu'un match nul. Cette qualification ne saurait être acquise au hasard. Le département des sports et la fédération malienne de football sont interpellés. Pour que les jeunots se qualifient le 28 mars prochain, c'est très simple : que le bureau fédéral mette à la disposition de l'encadrement technique les joueurs dont il a besoin, que l'Etat promette une prime consistante. C'est à ce seul prix que nous pourrions être à Athènes. A bon entendeur salut.

O. Sissoko